



VILLE DU PRADET
www.le-pradet.fr

Martine PEROTTO
Secrétariat
Pôle Aménagement Durable

Tel : 04 94 08 69 42
Fax : 04 94 08 69 69
martine.siccardi@le-pradet.fr

De : Sophie Delahousse [<mailto:msdel78@yahoo.fr>]

Envoyé : mardi 31 octobre 2017 12:58

À : Service urbanisme

Cc : Sophie Delahousse

Objet : RLP

Monsieur,
Membre du CA de l'association PAYSAGES DE FRANCE, je me permets de vous contacter afin de, si possible, connaître les coordonnées (nom et numéro de téléphone) de la personne responsable du dossier RLP et de savoir à quelle phase de ce RLP vous vous situez, ceci dans le but de vous apporter l'aide et les conseils de l'association.

Vous remerciant par avance de votre réponse, je vous prie, Monsieur, d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Marie-Sophie Delahousse
pour PAYSAGES DE FRANCE
06 07 02 50 04

Martine Perotto

De: Sébastien Ruvira
Envoyé: mardi 31 octobre 2017 14:03
À: msdel78@yahoo.fr
Cc: Service urbanisme
Objet: RE: RLP

Madame,

Nous vous remercions vivement pour votre message et pour l'aide proposée par l'association PAYSAGES DE FRANCE.

En réponse à vos interrogations, je vous informe que suis personnellement en charge de la révision en cours du RLP du Pradet au sein de l'administration communale. Cette révision a été prescrite par délibération du Conseil Municipal en date du 06 juin 2016. La procédure en est actuellement au stade de l'enquête publique qui a débuté le 09 octobre dernier et qui se poursuit jusqu'au **10 novembre 2017 inclus** (soit vendredi de la semaine prochaine !).

Pour plus d'informations, nous vous invitons à vous rendre sur le site internet de la Ville du Pradet, à la page suivante : <http://www.le-pradet.fr/urbanisme/reglement-local-de-publicite/> . Vous y trouverez de plus amples renseignements sur cette procédure, notamment l'ensemble du dossier d'enquête publique avec le projet de nouveau RLP.

N'hésitez pas également à nous faire parvenir vos observations sur ce projet (puisque'il est désormais trop tard pour des conseils en amont...) avant la clôture de l'enquête :

- soit directement sur le registre mis à disposition du public en Mairie aux jours et horaires habituels d'ouverture,
- soit par courrier, à l'attention de Monsieur le commissaire-enquêteur, à l'adresse suivante : Hôtel de Ville du Pradet, Parc Victor Cravéro 83220 LE PRADET,
- soit par email à l'adresse suivante : urbanisme@le-pradet.fr .

Espérant avoir répondu à votre demande,

Cordialement,



Sébastien RUVIRA
Directeur du Pôle Aménagement Durable

Tél. : 04 94 08 69 43
Fax : 04 94 08 69 69
Port. : 06 22 80 34 39
sebastien.ruvira@le-pradet.fr

De : Service urbanisme
Envoyé : mardi 31 octobre 2017 13:39
À : Sébastien Ruvira
Objet : TR: RLP

Martine Perotto

De: Sébastien Ruvira
Envoyé: mardi 31 octobre 2017 14:21
À: claude.rossinelli@sitesetmonuments.org
Cc: Service urbanisme
Objet: Règlement Local de Publicité du Pradet (83)

Monsieur ROSSINELLI,

Nous vous informons que la procédure de révision du Règlement Local de Publicité du Pradet en est actuellement au stade de l'enquête publique : celle-ci a débuté le 09 octobre dernier et elle se poursuit jusqu'au **10 novembre 2017 inclus** (soit vendredi de la semaine prochaine).

Etant donné que le courrier que la Société pour la Protection des Paysages et de l'Esthétique de la France (SPPEF) nous avait adressé le 5 janvier 2017, nous était parvenu après la clôture de la phase de concertation, **n'hésitez pas à nous faire parvenir de nouveau vos observations sur ce projet avant la clôture de l'enquête, afin qu'elles puissent être prises en compte** :

- soit directement sur le registre mis à disposition du public en Mairie aux jours et horaires habituels d'ouverture,
- soit par courrier, à l'attention de Monsieur le commissaire-enquêteur, à l'adresse suivante : Hôtel de Ville du Pradet, Parc Victor Cravéro 83220 LE PRADET,
- soit par email à l'adresse suivante : urbanisme@le-pradet.fr .

Pour être complet, l'ensemble du dossier d'enquête publique avec le projet de nouveau RLP est en ligne sur le site internet de la Ville du Pradet, à la page suivante : <http://www.le-pradet.fr/urbanisme/reglement-local-de-publicite/>

Très cordialement,



VILLE DU PRADET
www.le-pradet.fr

Sébastien RUVIRA
Directeur du Pôle Aménagement Durable

Tél. : 04 94 08 69 43
Fax : 04 94 08 69 69
Port. : 06 22 80 34 39
sebastien.ruvira@le-pradet.fr

Martine Perotto

De: Benoît Jahan <jahan.benoit@wanadoo.fr>
Envoyé: mercredi 8 novembre 2017 19:16
À: Service urbanisme
Objet: Enquête publique "révision du Règlement Local de Publicité""

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

La municipalité du Pradet présente la révision du Règlement Local de Publicité comme une "réflexion sur la publicité extérieure dans une optique de protection et d'amélioration du cadre de vie » (site internet de la mairie). Je trouve paradoxal qu'au même moment, elle installe 16 panneaux d'affichage Decaux, sur les trottoirs, dans toute la ville, et très lumineux la nuit, dégradant ainsi le « cadre de vie » de ses administrés et l'environnement de la commune.

De plus il serait souhaitable que cette même municipalité, qui édicte des réglementations en matière d'affichage, sache respecter les codes en vigueur. Or ce n'est pas le cas comme vous pouvez le constater sur les photos ci-jointes : l'annonce de deux enquêtes publiques (dont celle sur le règlement local de publicité !) font l'objet d'un affichage pour le moins anarchique, sur des poteaux de signalisation et d'éclairage public. Le régime juridique de l'affichage pour les enquêtes publiques est prévu à l'article R 123 - 11 du code de l'environnement par voie de presse et d'affichage sur les panneaux administratifs officiels de la mairie et sur ou à proximité des lieux concernés. Il n'autorise pas pour autant « d'apposer des placards, papillons, affiches ou marquages sur les signaux réglementaires et leurs supports ainsi que sur tous autres équipements intéressant la circulation routière. Cette interdiction s'applique également sur les plantations, les trottoirs, les chaussées et d'une manière générale sur tous les ouvrages situés dans les emprises du domaine routier ou surplombant celui-ci" (article 418 - 3 du code de la route).

Qui est chargé de faire respecter cette réglementation ? Le maire. L'amende est celle prévue pour les contraventions de cinquième classe (1500 €) versée pour partie au budget de la commune concernée pour "financer des opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation" (art L 2234 - 24 du code général des impôts).

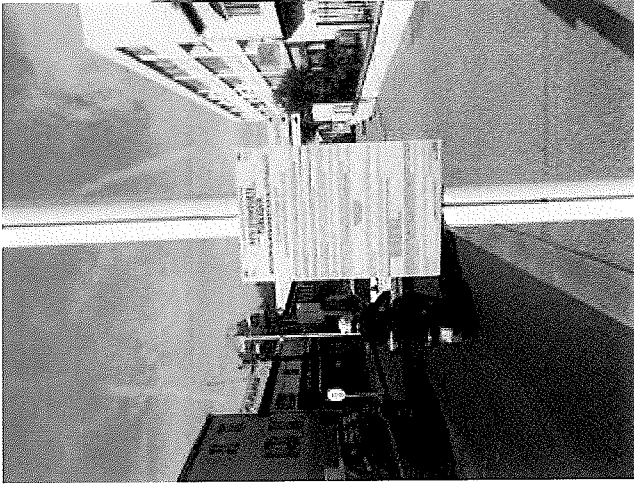
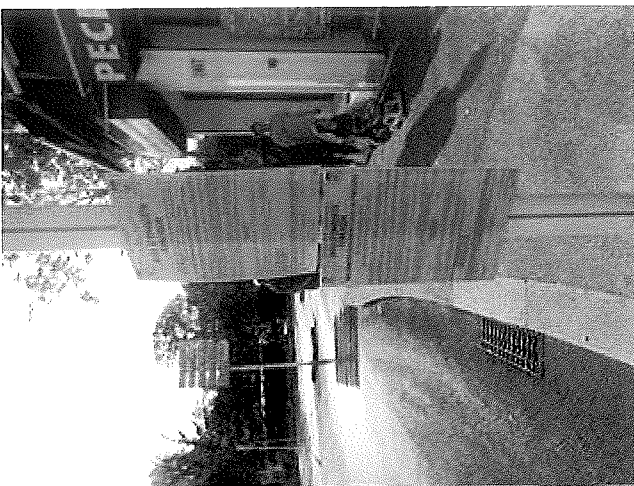
Je propose donc que l'afficheur sauvage se verbalise lui-même, paye l'amende prévue et la fasse apparaître en recettes sur le budget municipal.

En tout état de cause, sur la base de ces deux exemples, j'émets des doutes sérieux sur la volonté municipale d'améliorer mon cadre de vie, moi Pradétan depuis plus de 40 ans.

En vous remerciant de prendre en compte mon avis éclairé mais pas polluant, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-enquêteur, l'expression de mes sentiments distingués,

Benoît Jahan
Eden Park n°4, 80 rue du corail, 83220 Le Pradet





Handwritten signature or mark.



3

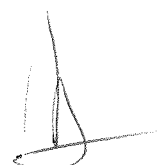
Martine Perotto

De: Nathalie TUREAU-MAZIC (Directrice juridique UPE) <n.tureau@upe.fr>
Envoyé: vendredi 10 novembre 2017 10:37
À: Service urbanisme
Objet: TR: contribution UPE - Enquête publique RLP Le Pradet
Pièces jointes: Le Pradet - Projet de RLP - Enquête publique - contribution UPE - novembre 2017.pdf

A l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur

Monsieur,
Vous voudrez bien trouver en PJ notre contribution à l'enquête publique relative au projet de RLP du Pradet. L'original vous est adressé par voie postale ce jour.
Je reste à votre disposition pour en conférer si vous le jugez utile.
Bien à vous

Nathalie TUREAU-MAZIC
Directrice juridique
Union de la Publicité Extérieure (UPE)
47 rue de Liège
75008 PARIS
01 47 42 16 28



Monsieur le Commissaire Enquêteur
Enquête publique RLP
Hôtel de Ville du Pradet
Parc Victor Cravéro
83220 LE PRADET

Paris, le 8 novembre 2017

Objet : Enquête publique projet de RLP du Pradet
Commissaire Enquêteur : M. Michel COUVE

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

L'Union de la Publicité Extérieure, syndicat professionnel représentant les principales entreprises de publicité extérieure, approuve dans son ensemble les dispositions du projet de règlement local de la publicité de la commune du Pradet.


Nous nous permettons toutefois de vous soumettre ci-après des propositions d'aménagements réglementaires, portant notamment sur les zones d'activités et commerciales de la commune, visant à améliorer l'équilibre du projet de texte et concilier les objectifs de protection du cadre de vie de la commune et le dynamisme économique et commercial des acteurs locaux.

➤ **Elargissement de la ZP1 : Zones d'Activités du Pradet**

Comme le souligne le rapport de présentation, les commerces et l'artisanat de la commune constituent un pôle commercial dynamique et sont majoritairement ouverts à l'année. L'accès à la communication publicitaire notamment de proximité est un outil indispensable à l'activité des acteurs locaux.

Au regard des orientations définies par le projet de règlement et du tissu urbain de certaines zones commerciales de la commune, nous proposons un élargissement de la Zone 1 (zone économique), tel que représenté sur le plan ci-après.



 Zone souhaitée en zone 1

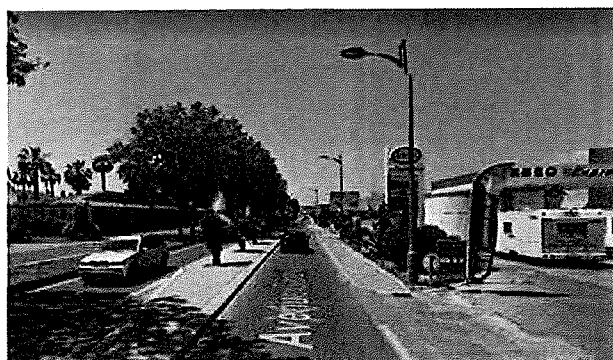
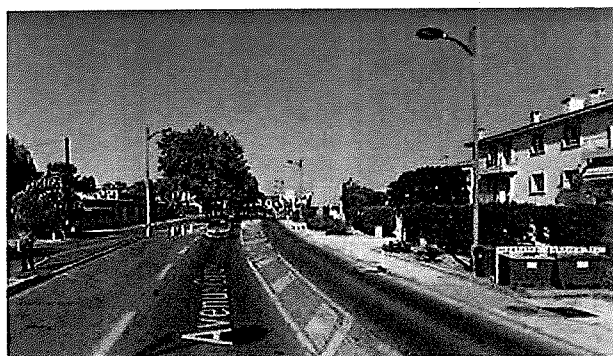
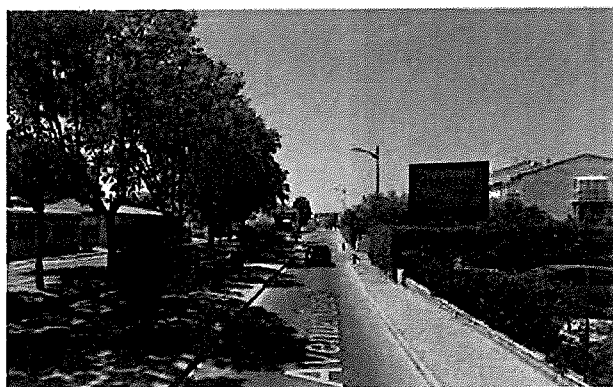
Ces secteurs, totalement urbanisés se situent en amont et à proximité immédiate des zones d'activités commerciales et permettent d'offrir aux annonceurs locaux une signalisation attractive.



STOP AUX RECHETS SAUVAGES



Les règles de densité fixées par le projet règlement (1 dispositif par unité foncière) permettent une régulation naturelle des implantations et le maintien dans ces secteurs de dispositifs publicitaires de grande qualité esthétique sans surcharge visuelle.



[Handwritten signature]

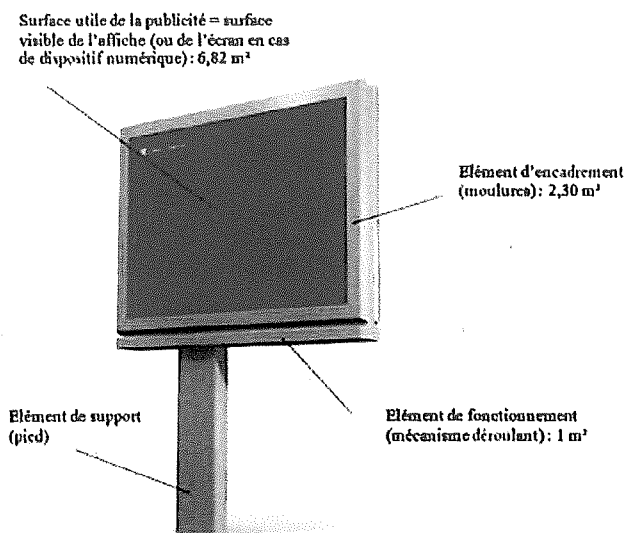
➤ Le format des dispositifs publicitaires

Tel qu'il est rédigé, le projet de RLP laisse supposer que le format des dispositifs publicitaires à prendre en considération ne sera pas la surface de l'affiche publicitaire mais celle du dispositif tout entier, encadrement compris.

Les dispositifs publicitaires, quel que soit leur support, ne pourront ainsi excéder une surface, encadrement compris, de 8 m². Cette disposition a pour effet d'interdire tous les dispositifs publicitaires de grand format et notamment ceux sous vitre et éclairés par transparence pourtant garant d'une meilleure qualité esthétique et d'une meilleure intégration dans le cadre urbain.

Ces dispositifs comportent nécessairement un système déroulant intégrant plusieurs affiches. La surface utile de la publicité qui y est apposée n'excède pas 8m² mais le format, encadrement compris, de ces dispositifs avoisine, selon l'opérateur, entre 10,50 et 11 m².

Vous trouverez ci-dessous les côtes d'un dispositif publicitaires « standard » de 8m².



La surface publicitaire « hors encadrement » constituait, depuis une circulaire de 1981 (jamais modifiée par la suite), la norme professionnelle intangible qui a constamment été utilisée par l'ensemble des opérateurs et leurs fournisseurs de matériels pour la conception, la fabrication et l'installation des dispositifs publicitaires.

Toutefois, par deux arrêts rendus récemment, le Conseil d'Etat a estimé que le calcul de la surface maximale autorisée de la publicité devait prendre en compte la surface totale du dispositif, encadrement compris, et non la seule surface utile de la publicité (affiche ou écran).

Cependant, dans ses conclusions, le rapporteur public a blâmé « l'obscurité clarté d'une réglementation et les atermoiements de l'administration quant à sa portée. » et a en outre estimé que « la bonne solution, la bonne administration, c'est que le ministère de l'écologie travaille à un encadrement des surfaces différent, qui aborde la question du cadre indépendamment de celle du format de l'affichage ». Le rapporteur public a ainsi renvoyé à un décret le soin de préciser la notion de surface des publicités et d'encadrement de leurs moulures.

Dans l'attente de ce décret, il revient au règlement local de publicité de répondre à cet objectif et de réglementer la surface de l'encadrement indépendamment de celle de la publicité dans la limite maximale autorisée des 12m² et dans le respect des standards commercialisés.

En effet, dans un avis de principe rendu le 22 novembre 2000, le Conseil d'Etat a consacré l'impossibilité pour l'autorité locale de porter une atteinte excessive à l'activité économique des entreprises d'affichage qui ne serait pas expressément justifiée par des considérations tirées de la protection du cadre de vie. (CE Sect. Avis 22 novembre 2000 soc. L&P Publicité, AJDA 2001, p.198, note M-C Rouault).

Il conviendrait d'assujettir les dispositifs publicitaires aux règles de format suivantes, parfaitement conformes aux dispositions du code de l'environnement : « *Les dispositifs peuvent recevoir des publicités d'une surface unitaire utile maximale de 8 m². Le format, encadrement compris, de ces publicités ne peut excéder 11 m².* »

➤ Modification des définitions lexicales

Certaines définitions du Lexique réglementaire ne sont pas strictement conformes aux textes réglementaires et législatifs et peuvent porter à interprétation.

○ Agglomération

Telle qu'elle est rédigée en se limitant au seul article R.110-2 du code de la route, la définition de l'agglomération ne respecte pas la portée de l'arrêt de principe rendu en la matière par le Conseil d'Etat (arrêt du 2 mars 1990 - Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports c/ Société Publi-System). Cet arrêt rappelle en effet que la définition matérielle de l'agglomération l'emporte sur sa définition formelle : les dispositifs publicitaires doivent être implantés dans des zones pourvues d'immeubles bâtis rapprochés mais « *les panneaux placés à l'entrée ou la sortie de l'agglomération la signalent mais ne la constitue pas* ».

Afin de ne contrevenir ni à la définition de la notion d'agglomération au sens du code de l'environnement ni à sa portée au sens du Conseil d'Etat, je suggère de reprendre la rédaction de l'article L.581-7 : « *en dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite* ».

○ Murs et clôtures aveugles :

Les notions de « parties ajourées » ou de murs « pleins » utilisées pour qualifier les clôtures les murs aveugles et les palissades de chantier sont source d'interprétation.

Un mur « plein » ne désigne pas uniquement un mur qui ne contient pas d'ouvertures ou de portes mais désigne également un mur « *qui ne contient pas de vide* ». Un mur « creux » (en brique par exemple) mais aveugle serait, au terme de cette définition, indûment interdit à la publicité.


L'adjectif « ajouré » ne désigne pas uniquement ce qui est « ouvert » mais désigne également ce qui laisse « *passer la lumière* ». Or un mur de briques de verre n'est pas considéré, au terme de la jurisprudence, comme une ouverture au sens du code de l'environnement. Il laisse néanmoins passer la lumière.

Il conviendrait de retirer ces deux adjectifs des définitions relatives aux clôtures et murs aveugles.

En ce qui concerne plus précisément les palissades de chantier, elles sont généralement réglementées par un arrêté préfectoral reprenant les dispositions figurant dans le règlement sanitaire départemental type. Ces dispositions peuvent être complétées par arrêté municipal ou par les services de la voirie qui peuvent préciser aux entreprises les caractéristiques des clôtures à installer. Afin de ne pas contrevenir aux règlements de voirie existants ou à venir, il conviendrait de ne pas limiter les palissades à « *une clôture constituée de panneaux pleins* ».

Il conviendrait de compléter la définition comme suit : « Une palissade de chantier est une clôture provisoire masquant une installation de chantier Elle est composée soit d'éléments pleins sur toute sa hauteur soit d'éléments pleins en partie basse surmontés d'un élément grillagé ».

En espérant que vous voudrez bien prendre en compte nos remarques, je vous prie de recevoir, Monsieur le Commissaire Enquêteur, mes salutations distinguées.



Stéphane DOTTÉLONDE
Président de L'UPE

Nathalie Blondeau

De: Vincenti Anne Marie <annemarie.vincenti@jcdecaux.com>
Envoyé: vendredi 10 novembre 2017 12:24
À: Service urbanisme
Cc: Moulin Antoine; Menceur Ludivine; Quesne Patrice; Cheyrezy Dhollande Sophie
Objet: COURRIER PROJET / REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE / VILLE DU PRADET
Pièces jointes: 20171110121412918.pdf

Cher Monsieur,

Nous vous faisons parvenir par courriel un exemplaire du courrier qui vous est adressé ce jour en lettre Recommandée AR, concernant le projet de Règlement Local de Publicité.

Nous restons à votre disposition,


Bien à vous,

uAnne-Marie VINCENTI
Assistante Directeur Régional PACA

JCDecaux - Direction Régionale PACA
25 Bd de la Cartonnerie - C.S.10111 - 13921 Marseille Cedex 11 - France Tél : +33(0)4 91 35 71 16
annemarie.vincenti@jcdecaux.fr

Les informations jointes sont confidentielles et ne doivent être communiquées qu'à la(les) personne(s) indiquée(s) ci-dessus. Si vous n'êtes pas le(s) destinataire(s) de ce message, sachez que toute utilisation, copie ou communication de ce message peut entraîner des poursuites. Si vous avez reçu ce message par erreur, nous vous remercions d'en informer l'expéditeur immédiatement en répondant à son message et de le supprimer de votre ordinateur.

Les informations jointes sont confidentielles et ne doivent être communiquées qu'à la(les) personne(s) indiquée(s) ci-dessus. Si vous n'êtes pas le(s) destinataire(s) de ce message, sachez que toute utilisation, copie ou communication de ce message peut entraîner des poursuites. Si vous avez reçu ce message par erreur, nous vous remercions d'en informer l'expéditeur immédiatement en répondant à son message et de le supprimer de votre ordinateur.



JCDecaux

VILLE DU PRADET
HOTEL DE VILLE
MONSIEUR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR
PARC VICTOR CRAVERO
83220 LE PRADET

Communication Extérieure

Algérie du Sud
Algérie
Allemagne
Angola
Arabie Saoudite
Argentine
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Bahreïn
Belgique
Belize
Bénin
Bolivie
Bosnie
Botswana
Brésil
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Colombie
Congo
Côte d'Ivoire
Croatie
Danemark
Émirats Arabes Unis
Espagne
Estonie
États-Unis
Finlande
France
Géorgie
Hongrie
Inde
Indonésie
Irak
Israël
Italie
Japon
Kazakhstan
Liban
Libéria
Lituanie
Luxembourg
Malaisie
Maldives
Maroc
Maurice
Mexique
Moldavie
Mongolie
Monténégro
Norvège
Oman
Ouzbékistan
Paraguay
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Qatar
République Dominicaine
République Tchèque
Royaume-Uni
Russie
Salvador
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Tadjikistan
Taïwan
Tchéquie
Thaïlande
Turquie
Ukraine
Uruguay

A l'attention de Monsieur MICHEL COUVE.

Marseille, le 10 novembre 2017.
N/Réf: AM/AMV : 18.

Objet : Règlement local de publicité.
Lettre Recommandée AR (envoi anticipé par courriel)

Objet : Projet de Règlement Local de Publicité – Le Pradet.

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

La Société JCDecaux France porte une attention particulière à la procédure de révision du Règlement Local de Publicité (RLP) initiée par la Ville du Pradet.

A la lecture du projet de règlement, nous souhaitons porter à votre connaissance les observations suivantes.

Tout d'abord, il importe de rappeler que le mobilier urbain participe directement à l'effectivité d'un service public continu et proche des usagers (Abris-voyageurs : service public des transports – *article 5 de la loi du 30 décembre 1982 sur l'orientation des transports intérieurs* ; mobiliers d'information locale : service public de l'information - *CE 10 juillet 1996 Coisne, n°140606*).

A ce titre, dans un modèle d'optimisation budgétaire, les droits d'exploitation publicitaire sur les mobiliers urbains financent des services rendus.

Cette spécificité explique que la réglementation nationale relative à la publicité extérieure traite le mobilier urbain de manière distincte des « dispositifs publicitaires classiques ».

Sur la forme, nous relevons que le projet de règlement a pris soin de traiter le mobilier urbain comme une thématique distincte des dispositifs publicitaires classiques, ce que nous approuvons.

JCDecaux France
Siège Social : 17, rue Soyier - 92523 Neuilly-sur-Seine Cedex - France - Tél. : +33 (0)1 30 79 79 79
Dir. Rég. Provence : 25, Bd de la Cartonnerie - C.S. 10111 - 13921 Marseille Cedex 11 - France
Tél. : +33 (0)4 91 35 71 00 - Fax : +33 (0)4 91 35 71 01
www.jcdecaux.com

Société par Actions Société de capital de 7 022 340,00 euros - 622 644 504 RCS Nanterre - FR 82622941501

Toutefois, par soucis de lisibilité et sécurité juridique, et afin de respecter la volonté de la ville du Pradet de ne pas soumettre la publicité sur mobilier urbain à des dispositions relatives aux dispositifs publicitaires classiques, nous préconisons qu'il soit expressément inséré, à l'article 2 du Titre 1 « portée du règlement », l'alinéa suivant :

« La publicité sur mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi express à d'autres dispositions contenues dans le RLP. »

Sur le fond, nous relevons que certaines propositions de règles auraient pour conséquence de limiter les possibilités d'exploitation du mobilier urbain sur le territoire communal, ce qui aurait pour conséquence immédiate de compromettre le financement du mobilier urbain par la publicité.

En premier lieu, eu égard au modèle économique du mobilier urbain financé par la publicité, il est indispensable que les interdictions relatives de publicité visées à l'article L.581-8 I du Code de l'environnement soient entièrement levées pour le mobilier urbain.

Nous vous proposons donc de **lever de manière expresse l'interdiction de publicité sur le mobilier urbain dans l'ensemble des zones d'interdiction relative de publicité fixée à l'article L581-8 I du Code de l'environnement, et notamment aux abords des monuments historiques ainsi que dans l'aire d'adhésion du parc national de Port-Cros.**

En deuxième lieu, le projet de RLP entend encadrer le format des mobiliers urbains d'information.

Or, toute limitation applicable au mobilier urbain nous paraît surabondante, son implantation sur le domaine public présentant l'avantage, par rapport aux autres catégories de dispositifs publicitaires, d'être **entièrement contrôlé et maîtrisé par la collectivité** via un marché public qui fixe en amont son nombre et ses emplacements.

Par ailleurs, la particularité de l'équilibre financier du marché de mobilier urbain dont les investissements et les charges d'entretien sont financés par la publicité conforte notre proposition d'exclure le mobilier urbain de ces règles.

Les limitations relatives au mobilier urbain, au-delà de restreindre les possibilités d'exploitation publicitaires sur le territoire de la Commune du Pradet, restreignent les moyens de communication ainsi que les services offerts aux usagers.

Ainsi, nous proposons donc d'autoriser de manière expresse le mobilier urbain **conformément aux articles R.581-42 à R.581-47 du Code de l'environnement.**

De plus, s'agissant de l'installation du mobilier urbain numérique, elle est soumise à l'autorisation préalable du Maire qui dispose, en présence d'un RLP, d'un large pouvoir d'appréciation et d'instruction de la demande au regard, notamment, du cadre de vie environnant et de la nécessité de limiter les nuisances visuelles pour l'homme et l'environnement.

Nous notons la volonté de la Ville de se prémunir de toute implantation de publicité numérique en zone ZP2 (article 11 du projet de règlement) et plus généralement de toute publicité sauf celle apposée sur mobilier urbain en zones ZP3 A et ZP3B.

Nous comprenons alors que ces limitations ne sont pas opposables au mobilier urbain numérique.

Aussi, afin de parfaire la bonne compréhension du texte, nous vous proposons d'insérer les mentions suivantes (en bleu) au sein du futur règlement :

« Article 11 Interdiction

Sont interdites :

- les publicités non lumineuses sur toiture ou terrasse en tenant lieu ;
- Les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol ;
- Les publicités numériques, *sauf publicités numériques supportées par le mobilier urbain* ».

Vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à la présente,

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Commissaire-enquêteur, nos salutations distinguées.

Antoine MOULIN.
Directeur Régional PACA.

